



REVUE DE PRESSE... SUR L'ACTUALITE EUROPEENNE



Novembre

La Voix du Nord : 01/11/10 **Quel label bio européen ?**

Une étude menée par le cabinet CEGMA TOPO révèle que trois français sur cinq n'ont jamais entendu parler du label de consommation bio européen. Ce label a été relooké cette année, peut-être pour pallier un déficit de notoriété.

L'Union : 02/11/10 **Pour enrayer leur déclin militaire et par souci d'économie** **Paris et Londres signent un traité de défense**

La Grande-Bretagne et la France signeront demain à Londres de nouveaux traités de défense et de sécurité. Les deux pays espèrent ainsi enrayer leur déclin militaire et entraîner les autres Européens dans une politique commune.

La France et le Royaume-Uni, membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, seules puissances nucléaires membres de l'Union européenne, représentent à eux deux la moitié des budgets de défense et les deux tiers des dépenses de recherche et développement militaires des Vingt-Sept.

La Voix du Nord : 03/11/10

Paris et Londres lancent un partenariat militaire « historique »

Le Royaume-Uni et la France ont donné hier le coup d'envoi d'un partenariat « *historique* » en matière de défense. La coopération militaire franco-britannique comprendra une « *force expéditionnaire commune interarmée* » qui ne sera pas permanente mais qui sera déployée pour des opérations spécifiques (UE, OTAN, ONU).

Les deux pays ont également décidé d' « *une installation commune à Valduc (Bourgogne) où sera modélisée la performance de nos têtes nucléaires et des équipements associés.* » A partir de 2020, Paris et Londres ont décidé de partager leurs deux porte-avions pour permettre aux avions de l'un des pays d'opérer à partir du navire de son voisin.

La Voix du Nord : 03/11/10

Défense : l'Europe des Deux

Paris et Londres ont signé hier des accords pour une coopération militaire. Celle-ci était devenue un serpent de mer depuis le sommet de Saint-Malo en décembre 1998.

Jacques Chirac et Tony Blair avaient posé ce qu'on pensait être la première pierre d'une Europe de la défense, avec une « *capacité d'action autonome* » pour l'Union européenne.

Il y a douze ans, les deux partenaires parlaient encore d'une Europe de la défense, en y incluant les autres Etats membres. L'accord passé hier en matière de défense, consacre l'Europe des Deux.

La Voix du Nord : 08/11/10

L'UE veut renforcer la protection des données personnelles

L'Union européenne veut améliorer le droit de regard de ses citoyens sur les données personnelles qui les concernent et qui sont collectées quand ils utilisent Internet.

Il s'agit notamment des réseaux sociaux, sur lesquels ils devraient pouvoir éliminer définitivement des photos et d'autres informations. La stratégie de protection des données personnelles, présentées par la Commission pourrait affecter les pratiques commerciales des compagnies comme Facebook et Google.

La commissaire européenne à la Justice, Viviane Reding a précisé que « *la protection des données personnelles est un droit fondamental. Pour garantir ce droit, nous avons besoin de règles claires et cohérentes de protection des données.* »

L'historique personnel permet de proposer à l'internaute des publicités ciblées et c'est l'une des principales sources de revenus des sociétés comme Yahoo, et Google. La protection de la vie privée est un sujet sensible pour les Européens.

Ils négocient depuis des années avec les Etats-Unis pour mieux contrôler les données personnelles et ont obtenu de Google, Yahoo ou encore Microsoft de réduire la durée de stockage de certaines informations.

La Voix du Nord : 09/11/10

Une délégation se rend à Bocsig (Roumanie) à l'occasion du 20^e anniversaire du jumelage

Pour les vingt ans du jumelage entre Bocsig (Roumanie) et Wignehies, le maire de la commune située au nord de Bucarest avait convié les membres de l'association et la municipalité de Wignehies, à fêter cet anniversaire.

C'est en janvier 1990 que le lien entre les deux communes s'est effectué, des échanges entre les familles bocsigiennes et piennes se sont développés et notamment lors de la venue de groupes folkloriques à la Fête du printemps. Les liens se sont pérennisés, et l'association Wignehies-Bocsig a fait évoluer son soutien avec le financement d'un bloc sanitaire, de matériels de cuisine, d'équipement pour l'école.

La cérémonie des vingt ans a été l'occasion de renouveler la charte qui lie les deux communes ainsi que d'évoquer les futurs projets. Un échange doit avoir lieu entre des établissements scolaires des deux communes.

La Voix du Nord : 10/11/10

Quand des parlementaires européens visitent des exploitations agricoles...

Christophe Honoré qui possède une exploitation agricole, a proposé sa ferme lorsqu'il a appris que le Conseil européen des jeunes agriculteurs (CEJA), organisait des visites parlementaires, dans le cadre de la réforme de la Politique agricole commune (PAC).

« Je me suis rendu compte en allant au Parlement européen que bien souvent, les élus ne connaissent pas le monde agricole », a déclaré Christophe Honoré.

Les représentants européens ont donc pu se rendre compte de la réalité. Cela correspond à une façon très concrète de sensibiliser les politiques à la nécessité de *« maintenir une agriculture locale »*.

Direct Lille Plus : 10/11/10

799 millions d'euros

C'est le montant de l'amende qui a été infligé hier par la Commission européenne à un cartel de onze compagnies aériennes qui s'étaient entendues de 1999 à 2006 sur leurs tarifs de fret. La compagnie la plus touchée, Air-France KLM, condamnée à verser près de 340 millions d'euros, a déjà annoncé son intention de déposer un recours.

La Voix du Nord : 12/11/10

Mer

Bruxelles veut encore restreindre la pêche au cabillaud

La Commission européenne a proposé hier des baisses allant jusqu'à 50% des possibilités de pêche au cabillaud en mer du Nord et

dans l'Atlantique pour 2011. Elle considère que la situation de cette espèce devient alarmante.

La Voix du Nord : 13/11/10

Union européenne Fonds régionaux

La Commission européenne enquête sur de possibles abus de financements européens et notamment pour la dépense de 720 000 euros l'an dernier en Italie, pour un concert auquel aurait participé Elton John. Cet argent faisait partie d'une enveloppe de 2,25 millions d'euros de fonds régionaux pour un projet culturel.

Direct Lille Plus : 16/11/10

Zone euro L'Irlande inquiète

Le spectre de la crise de la dette plane toujours sur la zone euro. La Commission européenne a estimé hier que la situation des comptes publics irlandais était sérieuse. Une aide éventuelle de l'Union européenne comme pour la Grèce semble se préciser malgré les réticences de Dublin.

Selon le ministre irlandais des Affaires européennes, Dick Roche, le gouvernement est capable de redresser seul les finances publiques. L'Irlande va présenter un plan d'austérité de quatre ans afin de ramener le déficit en dessous de la limite de 3% du PIB. Le Portugal est également confronté à une dette importante.

La Voix du Nord : 16/11/10

Pêche Quotas de cabillaud

Les pays de l'Union européenne se sont mis d'accord sur les quotas de pêche pour 2011, qui prévoient notamment des baisses de 18% en moyenne pour le cabillaud.

La Voix du Nord : 16/11/10

Irlande

La pression européenne monte

Le gouvernement irlandais est en train de lutter pour régler les problèmes financiers du pays sans aide de l'extérieur, alors que la pression des partenaires européens grandit. Ces derniers craignent une contagion au reste de la zone euro.

Direct Lille Plus : 17/11/10

Les ministres des Finances de l'UE réunis à Bruxelles 48 heures pour sauver l'euro

Hier, à l'ouverture d'une réunion des ministres des Finances de la zone euro, le président de l'Union européenne, Herman Von Rompuy résumait ainsi la situation en déclarant : « *nous sommes confrontés à une crise pour notre survie.* »

Les ministres des Finances de la zone euro devaient être rejoints aujourd'hui par leurs homologues des autres pays de l'Union européenne. Le déficit abyssal de l'Irlande et du Portugal menace de fragiliser l'ensemble de la zone euro.

L'Irlande, un tigre fatigué

Le débat portait notamment sur l'éventualité d'une aide financière de l'Union européenne pour l'Irlande encore surnommée le « *Tigre* » pour ses performances économiques d'il y a quelques années. Dublin affirmait pouvoir se sortir seul de cette situation avec un plan d'austérité drastique, mais hier, le pays semblait toutefois prêt à discuter une aide européenne pour ses banques.

Le Portugal à l'agonie

Le Portugal a déjà admis qu'il risquait de devoir faire appel à une aide de l'UE. Lisbonne a mis en place un plan d'austérité pour ramener son déficit à 4,6% l'an prochain, mais les marchés ne sont pas rassurés.

Direct Lille Plus : 18/11/10

Crise financière en Irlande

L'Europe prête à venir en aide à Dublin

L'Irlande peut compter sur le soutien de ses voisins européens. Une mission d'experts européens et du Fonds monétaire international (FMI) doit se rendre aujourd'hui à Dublin pour discuter de la forme que pourrait prendre un plan d'aide au secteur bancaire. Ce plan est destiné à rassurer les marchés alors que la stabilité de l'Union européenne est menacée.

Décision dans les « prochains jours »

Selon le Premier ministre irlandais Brian Cowen, la décision sera prise après la réunion des experts de l'UE et du FMI. Si l'Irlande accepte, elle pourra compter sur le plan de soutien de l'UE qui est doté de 750 milliards d'euros de prêts et garanties de prêts apportés par les pays de la zone euro, le FMI et l'UE.

La Voix du Nord : 18/11/10

Consommation

Tabac

Le gouvernement doit supprimer les limitations légales à l'achat de tabac à l'étranger, sous la pression de Bruxelles. Actuellement, la législation française prévoit des limites quantitatives qui concernent la circulation (1kg, soit 5 cartouches) et la détention (2kg, soit 10 cartouches) de tabac manufacturé sur le territoire français, pour des particuliers qui achètent ces produits dans d'autres pays de l'UE, ce qui n'est pas conforme aux principes de libre-circulation.

La Voix du Nord : 18/11/10

Irlande

Crise économique

Six mois après le sauvetage financier de la Grèce, c'est l'Irlande qui se rapproche à son tour d'un plan d'aide international pour renflouer ses banques. Une décision de principe a été prise pour débloquer des prêts européens et du FMI mais cette aide ne sera activée que par la demande de Dublin.

L'Union : 18/11/10

Crise irlandaise L'Eire doit s'y faire

Si le principe d'aide à l'Irlande a été entériné, le bras de fer a continué hier entre Dublin et ses partenaires européens. Le Premier ministre irlandais Brian Cowen, a répété qu'il ne s'agissait pas de négocier un « sauvetage » de l'Etat mais une aide éventuelle pour les banques.

La Grande-Bretagne, qui ne participe pas au Fonds européen de stabilité financière (FESF) mais dont les banques sont fortement exposées à la dette irlandaise, se tient prête à y participer. La résistance des autorités irlandaises est due à la crainte de devoir abandonner une partie de leur souveraineté budgétaire et fiscale.

Le gouvernement de Brian Cowen souhaite présenter le soutien européen comme une aide aux banques. Cependant la Banque centrale européenne et les Etats membres de l'UE insistent pour que le programme soit plus large.

La Voix du Nord : 19/11/10

Bruxelles veut baisser et rééquilibrer les subventions à l'agriculture

La Commission européenne a présenté hier les grandes lignes d'une réforme de la Politique agricole commune pour la période 2014-2020. La PAC est souvent l'objet de divergences entre les Etats de l'Union et certains se trouvent désavantagés. La PAC représente 40% du budget européen mais devrait baisser à l'avenir.

La Commission présentera à la mi-2011, des propositions législatives formelles après des débats entre Etats et au Parlement européen. Selon la Commission, il faut concentrer l'orientation de la PAC, sur une production alimentaire viable, la gestion durable des ressources naturelles et l'action en faveur du climat, et le maintien d'un équilibre territorial.

Cependant, le président de la FNSEA, Jean-Michel Lemétayer, a déploré le manque de « *réponse à la volatilité des marchés.* » Ce qui lui a fait dire que la « *Commission européenne n'a pas tiré les enseignements de 2009* », marqué par une chute de 34% des revenus des agriculteurs français.

La Voix du Nord : 20/11/10

L'Union vient de l'extérieur

C'est presque quotidiennement que l'Europe s'interroge sur sa place dans le monde. Les membres de l'OTAN se sont réunis hier à Lisbonne afin de définir un nouveau « *concept stratégique* ». L'Occident et particulièrement l'Europe doivent revoir les dangers ainsi que les moyens de les contrer.

Le projet américain de bouclier antimissiles est en vogue, Paris reste attaché à la tradition d'indépendance de Washington et propose la dissuasion nucléaire et l'Allemagne souhaiterait un monde sans armes nucléaires. A Lisbonne, lors de la réunion, la question de la Turquie est revenue ainsi que la réforme de la politique agricole commune.

Par ailleurs, la crise irlandaise et de la zone euro s'inscrit dans un conflit monétaire plus large. L'Europe doit désormais se forger une vision commune sur sa place dans le monde, et notamment en ce qui concerne les domaines de la sécurité, de l'économie et de l'environnement.

Direct Lille Plus : 22/11/10

Irlande

La rigueur en urgence

Le Conseil des ministres s'est réuni hier afin de finaliser un plan de rigueur draconien. L'Irlande doit économiser 15 milliards d'euros sur quatre ans pour ramener son déficit public de 32% à 3% du PIB. Le ministre irlandais des Finances, Brian Lenihan, a recommandé de recourir au plan d'aide pour un montant estimé entre 40 et 100 milliards d'euros par les experts.

La Voix du Nord : 22/11/10

Les Européens d'accord pour une aide financière massive à l'Irlande

Le gouvernement irlandais a demandé formellement une aide de dizaines de milliards d'euros à l'UE et au FMI. Les ministres européens des Finances ont estimé hier soir que l'aide financière à l'Irlande était « justifié » pour « sauvegarder la stabilité financière dans l'UE et la zone euro. » Le plan d'aide devrait être complété par des prêts bilatéraux du Royaume-Uni et de la Suède.

La Voix du Nord : 23/11/10

Parlement européen

Aung San Suu Kyi invitée à Strasbourg

Le Parlement européen a récemment invité l'opposante birmane, Aung San Suu Kyi, à Strasbourg pour qu'elle puisse recevoir le prix Sakharov. Si ce voyage ne peut avoir lieu, une délégation de parlementaires pourrait se rendre en Birmanie pour lui remettre son prix.

Direct Lille Plus : 23/11/10

Plan de soutien européen à l'Irlande

Dublin contraint à la rigueur

Afin de rassurer les marchés, l'Irlande a accepté un plan d'aide de l'Union européenne et du FMI. Ce plan est principalement destiné aux banques et atteindrait 90 milliards d'euros. Cependant, l'Irlande va devoir se contraindre aux exigences extérieures, et des efforts supplémentaires pourraient être exigés afin de ramener le déficit à 3% d'ici 2014.

La Voix du Nord : 23/11/10

Le trèfle irlandais se fane mais c'est le moment de lui redonner des couleurs

Les banques irlandaises croulent toujours sous les dettes, l'Europe, le FMI et le voisin britannique viennent à la rescousse de l'Irlande. Le Royaume-Uni va fournir un prêt bilatéral d'environ 7 milliards de livres (8 milliards d'euros), tandis que les ministres des Finances

européens se sont accordés pour soutenir l'Irlande financièrement, entre 80 et 90 milliards d'euros.

Selon Michel Trabuc, le cofondateur de la société spécialisée dans le retraitement des cartes électroniques, les investisseurs irlandais sont restés en retrait et il a fallu une augmentation de capital par des investisseurs français.

Un partenaire commercial marginal de notre région

Contrairement aux échanges entre le Royaume-Uni et la région Nord – Pas-de-Calais, les échanges entre notre région et l'Irlande peuvent paraître modestes. Cependant malgré sa petite taille, le poids commercial de l'Irlande est important, en 2009, 163 millions d'euros de biens et services étaient en direction de l'Irlande et 392 millions d'euros à destination du Nord – Pas-de-Calais.

L'essentiel de nos exportations consistent en des produits du raffinage pétrolier et en produits pharmaceutiques de base. Hormis la présence de Ryanair à l'aéroport de Lille, les capitaux irlandais dans notre région sont très faibles.

Métro : 24/11/10

Europe : une crise contagieuse

Malgré le plan d'aide pour l'Irlande, les marchés continuent de craindre une propagation de la crise et ont dans le collimateur d'autres pays européens comme le Portugal et l'Espagne. Après la Grèce c'est au tour de l'Irlande de se contraindre à appeler à l'aide de ses partenaires européens. Cela n'a pas suffi à rassurer les marchés et les analystes, les spéculateurs et les investisseurs se braquent désormais vers le Portugal, et l'Espagne pourrait bien suivre.

« Anticiper les problèmes »

Peut-on croire l'Espagne et le Portugal lorsqu'ils affirment ne pas avoir besoin d'aide ? Selon Eric Heyer, directeur adjoint de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), « les

fonds spéculatifs, qui cherchent à semer la panique pour créer de la volatilité et engranger des bénéfices préparent apparemment une attaque contre ces deux pays. »

L'Europe a réagi plus vite pour l'Irlande que pour la Grèce. En effet, grâce à la mise en place de structures, cela a été plus rapide. « *Les spéculateurs continuent de jouer sur le manque de solidarité et de réactivité de la gouvernance européenne.* » Selon Eric Heyer, la France est loin d'être touchée car « *elle lève des fonds à des taux qui n'ont jamais été aussi bas : paradoxalement sa dette, a gagné en crédibilité au cours de la crise.* »

L'Irlande, un tigre celtique en papier

Après avoir résisté longuement, l'Irlande a fini par demander l'aide de l'Union européenne et du Fonds monétaire international. Le plan de sauvetage de 90 milliards d'euros devrait permettre au pays de redresser ses comptes publics. Cependant, ce plan vient plomber la politique intérieure de l'Irlande, après une forte baisse des allocations chômage et familiales ainsi que des suppressions d'emplois publics.

20 minutes : 24/11/10

Dette Les marchés européens sont restés fébriles après l'annonce du plan de sauvetage des banques Les quatre acteurs de la crise irlandaise

En 2008, **les banques irlandaises** sont frappées par l'éclatement de la bulle immobilière et se retrouvent fortement endettées.

Le gouvernement irlandais est condamné mais tiendra jusqu'au vote du budget 2011, prévu le 7 décembre. Un plan de rigueur de 15 milliards d'euros sur quatre ans, doit être entériné.

Les autres Etats européens vont prêter 90 milliards d'euros à l'Irlande par le mécanisme européen de stabilité financière, mis en place après la crise grecque.

Les marchés financiers fixent les taux d'intérêt auxquels les pays peuvent emprunter de l'argent. Ils ne sont pas rassurés quant à la stabilité de la zone euro.

Le dilemme fiscal

C'est le principal atout de l'économie irlandaise avec un taux d'imposition très bas sur les bénéficiaires des entreprises. Les pays de l'UE veulent que l'Irlande renonce à cette fiscalité attractive pour réduire sa dette.

La Voix du Nord : 24/11/10

Le Pas-de-Calais et le Kent sont heureux de vous annoncer la naissance de l'Europe des détroits

Seize collectivités locales européennes bordées par un détroit ont signé hier un protocole d'accord. Il s'agit pour elles de faire pression auprès des Institutions européennes, afin d'obtenir la reconnaissance des spécificités des détroits européens et de les intégrer dans leurs programmes et leurs financements.

Le Conseil général du Pas-de-Calais et le Kent Country Council sont à l'initiative de cette mise en réseau. Selon Dominique Dupilet, président du Conseil général du Pas-de-Calais, « *tous les territoires bordés par un détroit sont confrontés à des problématiques identiques.* » Il s'agit notamment de « *sécurité, d'environnement, de flux migratoires ou de marchandises* » qui ne sont pas « *pris en compte dans les politiques publiques et notamment européennes.* »

L'objectif est donc de mettre en place une coopération et les pères fondateurs (le Pas-de-Calais et le Kent) ont montré l'exemple. En effet, Dominique Dupilet précise qu'après la signature du traité du Touquet en 2003 entre Jacques Chirac et Tony Blair qui prévoyait de créer une Université transmanche, rien n'a commencé « *alors que depuis longtemps il existe des échanges entre les collégiens du Kent et du Pas-de-Calais.* »

Direct Lille Plus : 25/11/10

Plan de rigueur draconien en Irlande

Le gouvernement irlandais a dévoilé hier un plan de rigueur destiné à diviser par dix le déficit du pays en contrepartie au plan de sauvetage financé par l'Union européenne et le FMI.

L'Union : 25/11/10

Une journée de grève générale

Le Portugal s'est arrêté

Les deux principaux syndicats du Portugal ont organisé hier leur première grève générale commune depuis 1988 afin de protester contre les mesures d'austérité. Les transports ont été perturbés, ainsi que certains services de la santé, de la banque. Le mouvement de grève se heurte à la détermination du gouvernement minoritaire dirigé par le socialiste José Socrates.

Les investisseurs désignent le Portugal comme le prochain pays de la zone euro qui sera contraint de demander de l'aide. Socrates a prévenu que les projets de baisse des salaires et de hausse de la fiscalité seraient maintenus pour que le Portugal ne subisse pas le même sort que l'Irlande et la Grèce. Les syndicats comptent bien tirer parti du mécontentement croissant à l'égard du gouvernement.

L'Irlande a annoncé la couleur

Le gouvernement irlandais a présenté hier le programme d'austérité qui doit permettre au pays de redresser ses finances et son secteur bancaire dans le cadre imposé par le plan de sauvetage de l'UE et du FMI. L'objectif est d'économiser 15 milliards d'euros de 2011 à 2014.

Cependant, Dublin s'en tient toujours aux prévisions de croissance annoncées, ce qui peut paraître difficile dans un tel contexte. L'Irlande qui était l'un des membres les plus dynamiques de la zone euro, il y a encore quelques années, a rejoint la Grèce, après avoir accepté l'aide de l'UE et du FMI.

La Voix du Nord : 25/11/10

Grève générale d'ampleur historique contre l'austérité au Portugal

La grève générale a remporté la plus forte adhésion jamais enregistré dans l'histoire du pays. Le mouvement a provoqué la paralysie presque totale des transports publics et les vols commerciaux ont été annulés.

Selon la ministre du Travail, Helena André, la mobilisation du secteur privé a été « *très réduite* » et « *le secteur le plus affecté* » était celui des transports. Après avoir enregistré un déficit public record en 2009 de 9,3% du PIB, le gouvernement socialiste du Portugal s'est engagé à le ramener à 7,3% cette année et 4,6% l'an prochain.

L'Irlande annonce un plan de rigueur draconien

Dublin a dévoilé hier un plan d'austérité draconien qui doit permettre de diviser par dix le déficit public astronomique du pays d'ici à 2014. Le plan de sauvetage de l'UE et du FMI devrait avoisiner 85 milliards d'euros.

Certaines mesures annoncées pourraient sembler douloureuses pour les 4,3 millions d'irlandais déjà affectés par un chômage record. L'objectif est de ramener le déficit à 3% du PIB comme l'exige l'UE.

La Voix du Nord : 26/11/10

Union européenne Portugal

La Banque centrale européenne et une majorité de pays de la zone euro font pression sur le Portugal pour qu'il demande à son tour une aide de l'UE et du FMI selon le *Financial Times Deutschland*. Ces pressions auraient pour arrière-pensée d'éviter à l'Espagne de se retrouver dans une situation difficile. Le gouvernement portugais a refusé d'envisager cette éventualité.

La Voix du Nord : 28/11/10

Les Irlandais descendent dans la rue pour dénoncer la rigueur

La mobilisation a été importante dans les rues de Dublin et les manifestants ont dénoncé dans le calme mais avec émotion le plan d'austérité du gouvernement qui devrait assurer le sauvetage du secteur bancaire.

Vers un prêt de 85 milliards d'euros

« *On sauve les banques, pas l'Irlande* » dénonçait dans la foule Marian Hamilton. Celle-ci a raconté que son fils était même parti en Australie car il ne trouvait pas d'emploi. L'Irlande pourrait parvenir aujourd'hui à un accord avec l'UE et le FMI sur le montant de l'aide (85 milliards d'euros). La ministre de l'Economie française, Christine Lagarde a demandé une réunion des ministres des Finances de l'Eurogroupe puis des Vingt-Sept à Bruxelles.

La Voix du Nord : 29/11/10

Le plan d'aide à l'Irlande de 85 milliards approuvé

Les gouvernements de l'Union européenne ont approuvé hier un plan d'aide à l'Irlande de 85 milliards d'euros. Le Fonds monétaire international (FMI), les 16 pays partageant la monnaie unique et la Banque centrale européenne (BCE) seront impliqués, ainsi que la Grande-Bretagne, la Suède et le Danemark.

Taux d'intérêt élevé

Le taux d'intérêt de l'Irlande sera de 5,8%, pour la Grèce c'est un taux de 5,2% pour un montant de 110 milliards d'euros sur trois ans alors que pour l'Irlande, les prêts pourraient aller de trois à sept ans. Avec ce plan d'aide, les partenaires européens espèrent éviter la propagation de la crise au Portugal et à l'Espagne.

Par ailleurs, la Commission européenne a présenté son projet de mécanisme permanent de résolution des crises dans les 16 pays de la zone euro, selon un responsable européen.

Direct Lille Plus : 29/11/10

Le plan de soutien à l'Irlande validé

Le plan d'aide à l'Irlande a été « validé » hier par les ministres des Finances de toute l'Union européenne. Par ailleurs, la France a démenti être menacée par la crise provoquée par la situation de l'Irlande.

La Voix du Nord : 30/11/10

La situation de la zone euro inquiète toujours, malgré l'aide à l'Irlande

A présent, le Portugal, voire l'Espagne, quatrième économie de la zone euro, sont en première ligne face aux investisseurs. Le plan d'aide à l'Irlande de 85 milliards d'euros a été approuvé faisant du pays le second à recevoir un tel soutien après la Grèce.

Les ministres des Finances se sont entendus sur les contours du futur Fonds de secours permanent qui doit voir le jour à la mi-2013. Son rôle sera d'éviter une crise qui menacerait de gagner d'autres pays aux finances publiques fragiles.

Tensions sur les marchés

Le plan d'aide à l'Irlande n'a pas permis de réduire les tensions sur les marchés. En effet, l'euro est tombé hier sous le seuil de 1,31 dollar pour la première fois en deux mois. De même, les taux d'emprunt de plusieurs Etats continuent à grimper, comme l'Espagne, l'Italie et la Belgique.

La crainte des investisseurs est de se demander si les gouvernements pourront rembourser leurs dettes. Les pays dits « de la périphérie » européenne ou PIIGS (Portugal, Irlande, Italie, Grèce et Espagne) inquiètent les marchés.

La Commission européenne s'est montrée pessimiste quant à la capacité des gouvernements portugais et espagnol à réduire leur déficit public l'an prochain. Les marchés qui depuis l'entrée en vigueur de l'euro ne faisaient pas de différences entre les bons et les mauvais élèves font désormais cette distinction.

« Aller raconter que la France est menacée, c'est racoleur »

Christine Lagarde a déclaré qu' « aller raconter que la France est menacée, c'est racoleur, mais je ne pense pas que ce soit économiquement juste. » D'ailleurs, l'Élysée a démenti le fait que la France soit menacée par la crise de la zone euro. Les marchés et le Fonds monétaire international « ne disent pas que la France est dans une situation grave. »

Les taux d'emprunt de la France sont faibles et Standard and Poor's, l'une des agences de notation chargées d'évaluer les dettes souveraines a noté la France AAA, « soit la note la plus haute, avec une perspective stable

Siège social

2, rue Saint-Louis F-59610 FOURMIES
T : (33) 03 27 60 50 28 F : (33) 03 27 60 50 30 E-mail : eurothierache1@aliceadsl.fr
Web : www.eurothierache.eu